

Maurice Bardèche

**SOCIALISME
FASCISTE**

EDITIONS NOTRE COMBAT

 NATIONAL - SOCIAL - RADICAL

C'est le titre d'un essai de Drieu La Rochelle ; constatation symbolique, car le socialisme fasciste est une idée et non un catalogue de réalisations. Tous les mouvements fascistes ont rencontré le socialisme à un moment donné, tous s'en sont inspirés : le parti hitlérien s'appelait officiellement Parti socialiste national des ouvriers allemands (NSDAP, National Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei), Mussolini est un instituteur socialiste, José-Antonio Primo de Rivera est le symbole du socialisme national-syndicaliste, la Garde de Fer est un mouvement d'étudiants et de paysans, Mosley en Angleterre était un ministre travailliste, Doriot en France était un leader communiste et le PPF eut pour origine la cellule communiste de Saint-Denis. Tous les mouvements fascistes historiques ont été des mouvements de libération contre la confiscation du pouvoir réel par le capitalisme cosmopolite et la malhonnêteté fondamentale des régimes démocratiques qui dépouillait le peuple de son droit de participation. Et pourtant, à l'exception du régime justicialiste de Peron en Argentine, les circonstances n'ont jamais permis la réalisation intégrale de la vocation socialiste des partis fascistes. Ceux qui sont arrivés au pouvoir ont immédiatement eu à reconstituer une économie ruinée par une gestion démagogique, à rétablir un ordre bouleversé par l'anarchie, à créer au sortir du chaos leurs propres structures ou à se défendre contre des périls extérieurs qui menaçaient leur

existence même : tâches urgentes et indispensables qui ont mobilisé toutes leurs forces, qui ont imposé des priorités. Finalement, les circonstances ont empêché presque partout la synthèse qu'ils voulaient réaliser entre le socialisme et le nationalisme, et le changement socialiste est devenu un objectif secondaire par rapport aux impératifs de survie nationale.

Une difficulté s'ajoutait à ces circonstances. Les mouvements fascistes ont toujours refusé de détruire les structures de la société capitaliste. Leurs adversaires étaient la ploutocratie, le pouvoir du capitalisme apatride, les usurpateurs de la souveraineté de la nation : leur objectif était de mettre l'intérêt national au-dessus des intérêts capitalistes et par conséquent d'imposer au pouvoir un régime capable d'assurer la protection du peuple et la justice, comme autrefois les rois l'avaient fait contre les excès du pouvoir féodal. Cette politique de conservation des anciennes structures ne pouvait avoir comme aboutissement qu'une transformation des mentalités et un transfert des pouvoirs : elle excluait la destruction révolutionnaire de l'ordre social, toujours plus spectaculaire et malheureusement plus facile à réaliser que des réformes profondes.

Cette nostalgie du socialisme fasciste, elle est si profonde qu'on voit reparaître régulièrement dans les mouvements néofascistes les germes d'un fascisme national-révolutionnaire, plus verbal que concret, et qui présente toutes les nuances de la radicalisation doctrinale jusqu'au rêve, également verbal, d'un national-communisme. Ce phénomène peut-être observé partout en Europe, aussi bien en Italie qu'en Allemagne, en Espagne et en France, provoquant la naissance de groupes ou de publications extrémistes intransigeantes, éprises de pureté et d'absolu, traduisant très bien par leur violence même, ce manque

fortement ressenti, avertisseur qui nous permet de mesurer à la fois la permanence et l'importance de cette vocation socialiste dans toute tentative de redéfinition du fascisme et aussi l'imprécision, parfois le vide qui les accompagnent quand il s'agit de préconiser des mesures et d'établir un programme.

Est-ce une contradiction propre à tout néo-fascisme que cette impuissance à combiner la conservation des structures hiérarchiques sur lesquelles repose toute la civilisation occidentale avec des mesures spécifiquement socialistes ? Ou les néo-fascistes expriment-ils inconsciemment par ces velléités l'impossibilité de greffer des mesures de justice sociale sur une civilisation profondément étrangère à leur idéal et par conséquent l'impossibilité de participer à un dialogue sur les questions actuelles, qui les condamne à l'isolement et à l'utopie ?

*

**

Revenons donc aux principes. Toute vision nouvelle des rapports sociaux rejetant le marxisme repose sur un certain nombre de postulats, qui sont, je crois, communs à tous les groupes d'opposition radicale, quelles que soient leur tendance propre ou leur choix tactique.

1° Condamnation du libéralisme économique et politique qui est l'instrument de la domination ploutocratique. Seul un régime autoritaire peut imposer le respect de l'intérêt national et de la justice sociale.

2° Refus de la lutte des classes. C'est un schéma marxiste qui ne peut aboutir qu'au sabotage de l'économie et à une dictature bureaucratique, la prospérité est un bénéfice qui profite à tous et

qui ne peut être obtenu que par une collaboration loyale et une juste répartition.

3° Protection du capital national qui est un capital-travail, représenté par tous ceux qui participent à la production. Cette masse-production est inerte par elle-même. Elle ne peut être activée que par l'initiative du capital-argent, ou par la créativité et l'énergie individuelle. La fonction de l'État est de favoriser cette initiative, mais sans permettre que des contrats léonins soient imposés par ceux qui sont en position de force à ceux qui offrent leur travail.

4° L'économie nationale étant un facteur de l'indépendance nationale, au même titre que l'armée et les institutions, doit être protégée contre les ingérences étrangère, quel que soit leur moyen d'action, idéologique ou économique. L'indépendance économique doit être reconnue comme un facteur capital de l'indépendance nationale.

5° Les nations modernes étant devenues des ensembles économique-politiques dans lesquels ce qu'on appelle le pouvoir appartient tout autant à ceux qui contrôlent les secteurs importants de l'économie qu'à ceux qui ont l'exclusivité souvent illusoire, des décisions politiques, la participation à la vie de la nation doit s'exercer aussi bien dans le domaine de l'économie que dans celui de la politique. Les instruments de cette participation à la vie réelle du pays sont à inventer. Cette participation ne peut s'exercer par des méthodes anarchiques qui remettent un pouvoir de fait à des organisations qui ne sont ni représentatives, ni intégrées au mécanisme constitutionnel.

6° L'intérêt national doit avoir la priorité sur tous les intérêts particuliers. Aucun citoyen n'ayant le droit de se soustraire aux lois, aucune règle, convention ou privilège ne doit permettre aux personnes morales que sont les sociétés commerciales de se soustraire à la loi de l'intérêt national qui est la loi suprême de la nation.

Il n'y a rien dans ces principes qui soit spécifiquement socialiste au sens où l'on entend ce mot aujourd'hui, puisque le socialisme n'est pas autre chose pour nos contemporains qu'une guerre sociale qui doit se terminer par le triomphe des états-majors bureaucratiques qui prétendent représenter les travailleurs. Mais ces mêmes principes s'accordent très facilement, en revanche, avec un autre concept du socialisme, celui qui recherche une juste répartition des résultats de la production entre les différents partenaires. Cette préoccupation n'est pas l'idée directrice qui inspire ces postulats, mais elle en est le résultat. La juste répartition ne sera jamais obtenue par des luttes sporadiques récurrentes dont les effets sont remis en question aussitôt par la dégradation de la monnaie : elle ne peut être obtenue que par l'autorité d'un État fort qui impose les conditions qui lui paraissent équitables.

*

**

Ces principes peuvent-ils inspirer des positions cohérentes dans les problèmes qui sont traités actuellement devant l'opinion ? Il est évident qu'un certain nombre d'entre eux n'ont pas d'application dans un régime qui n'assure ni la priorité de l'intérêt national, ni l'indépendance de l'économie nationale, et qui ne dispose pas non plus d'une autorité suffisante à l'égard des puissances économiques qui lui imposent leurs propres solutions. Sur quelques points, néanmoins, ces postulats de base peuvent servir à accepter ou à rejeter certaines des solutions qui sont proposées actuellement à l'opinion. Bien entendu, ils ne fournissent pas un catalogue et ce qui suit n'est qu'une série de réflexions qui laissent de côté bien des aspects du problème social. C'est seulement ce qui me paraît logique et ce n'est rien d'autres que quelques thèmes proposés à nos lecteurs.

– La défense de la monnaie contre les exigences démagogiques de groupes de pression irresponsables est la base de toute répartition juste et durable, car les augmentations nominales de salaires acquises par la grève ou l'intimidation sont illusoire quand l'argent perd son pouvoir d'achat. Il faut donc appuyer l'action du premier chef du gouvernement qui, depuis trente ans, ait eu le courage de résister à la comédie traditionnelle de la mobilisation des « masses ».

– Le problème grave du chômage et en particulier du chômage des jeunes a été surmonté dans les régimes fascistes par des solutions originales qui n'ont rien perdu de leur efficacité. Au lieu d'un service militaire obligatoire, stérile et inadapté, qu'une armée de métier et de miliciens remplacerait avantageusement, ayons le courage de réhabiliter le service du travail qui a fait ses preuves comme facteur de brassage et de fraternité des différents milieux sociaux et comme école d'énergie, de vigueur, de réhabilitation des tâches physiquement difficiles. Ce service du travail devrait être volontaire, mais encouragé par la priorité d'entrée dans la fonction civile, les services civils, les entreprises nationalisées, les grandes firmes, au profit de ceux qui auraient été des volontaires du travail au service de la nation, ainsi que par une grille d'avancement tenant compte de leur civisme. Les grands travaux qui pourraient être entrepris ainsi sont de nature à mettre en valeur des régions déshéritées et par leur réalisation même créeraient des débouchés nouveaux pour des industries complémentaires. Le service du travail a été, dans le passé, une épreuve de virilité, qui laissait la fierté d'avoir participé dans le rang à une œuvre utile et difficile, à une mobilisation de la jeunesse pacifique, désintéressée, fraternelle. Ses victoires sont des œuvres : elles laissaient des traces durables de bien-être et de prospérité au lieu se manifester par la destruction et la mort. Je suis convaincu que des milliers

de jeunes préféreraient ce service volontaire pour la cité et pour les hommes aux délices du flipper et de l'enregistrement des « tubes ». Ils y apprendraient mieux que par des affiches à ne pas mépriser ceux qui poussent des brouettes ou qui portent des madriers : et rien n'empêche qu'on leur enseigne aussi des techniques plus difficiles qui les aideront à avoir une qualification professionnelle. Cette solution « fasciste » du drame du chômage a une coloration si « socialiste », qu'elle a pu être revendiquée par Jacques Attali, conseiller de François Mitterrand dans un article du *Nouvel Observateur* : « Si tous les jeunes Français passaient quelques mois de service civique dans de tels emplois (il s'agit des « emplois pénibles »), la revalorisation du travail manuel et la réduction du chômage seraient massivement accélérés » (n° du 21 au 27 février). C'est des mouvements qui refusent de condamner les expériences « fascistes » que devraient venir de telles propositions et non pas de l'entourage de François Mitterrand.

– Les postulats énumérés plus haut entraînent comme conséquence le refus de l'autogestion qui paralyse et sanctionne l'esprit d'initiative, moteur indispensable de l'économie, mais ils ne s'opposent pas à certaines formes de la cogestion limitée aux grandes firmes. Dans de telles entreprises, le capital-travail fourni par les cadres, les techniciens et les ouvriers étant un des deux facteurs de la production, il est naturel qu'il soit représenté dans les conseils à côté du capital financier qui assure la naissance et le développement de l'ensemble. Les modalités de cette représentation font naître des difficultés qui ne sont peut-être pas insurmontables. La plus grave est le danger que les syndicats ne s'arrogent le monopole de la représentation du personnel et ne deviennent une énorme puissance de fait en contrôlant ainsi des secteurs entiers de l'économie. Mais il n'est pas moins anormal que des groupes bancaires, bien souvent

télaguidés par la finance internationale soient en fait investis du même pouvoir dans des sociétés de nationalité française, mais dont le personnel n'est plus qu'une main-d'œuvre taillable et corvéable au profit d'un capitalisme anonyme. Rien ne s'oppose donc à ce que des groupes qui souhaitent un régime de type nouveau examinent avec un préjugé favorable des projets de cogestion, pourvu que ceux-ci éliminent à la fois le parasitisme des syndicats et celui des financiers internationaux. Nous devons souhaiter que l'État cesse d'être l'opresseur, mais qu'il devienne le protecteur de tous ceux qui travaillent, quelles que soient leur place et leur fonction. Des lois sont « socialistes » lorsqu'elles permettent aux hommes d'échapper au destin mécanique dont la civilisation industrielle les menace et qu'elles en font des participants responsables dans les organismes économiques qui déterminent dans le monde moderne ce que sera leur vie de chaque jour.

– Pour les mêmes raisons, nous devons rejeter le principe des nationalisations. Les entreprises nationalisées n'apportent aucune liberté nouvelle, elles ne permettent pas plus de participation réelle que les entreprises capitalistes. Elles ne font que remplacer une bureaucratie par une autre. Et leur extension n'aurait pour résultat que de coiffer toute notre économie par une énorme superstructure bureaucratique paralysante et dont le rôle ne peut être que de préparer l'installation d'une technostrucure collectiviste.

– Dans une société économique-politique où les décisions dont dépend notre vie quotidienne ne sont pas moins importantes que celles qui relèvent de la gérance politique, il est naturel que les syndicats soient devenus une force, puisqu'ils sont la seule forme de représentation des milieux professionnels, mais cette force nouvelle est arbitraire dans sa représentativité, elle a des modes d'élections anarchiques, incontrôlés et souvent

malhonnêtes, elle s'arroge un pouvoir d'administration et par conséquent d'intimidation sur les travailleurs qui est l'abus d'une situation de fait, elle provoque des actions irresponsables dont le public est toujours la victime et dont l'économie toute entière risque de souffrir. La représentation professionnelle est nécessaire, elle est une défense contre certains arbitraires, elle est un instrument de discussion et un élément d'équilibre. Aussi doit-elle être institutionnalisée. Exigeons des syndicats dont les élections soient libres, loyales et contrôlées comme le sont les élections politiques, imposons pour les désignations des responsables et les délibérations décisives le même quorum que dans les conseils d'administration, assurons la représentation équilibrée des différents groupes de travailleurs selon leur importance et leur efficacité, et proposons que les organismes professionnels ainsi restructurés aient des pouvoirs et aussi des responsabilités définis par la Constitution : ils devraient devenir l'organe de la participation des travailleurs à la vie économique comme les institutions politique représentent leur participation à la vie politique.

Cette excursion à travers l'actualité est brève, elle ne signale que quelques thèmes. Et il ne peut en être autrement, puisque ce que nous reprochons aux régimes démocratiques – et bien entendu à la social-démocratie alliée aux communistes – est son impuissance à réaliser une véritable justice sociale, parce que le suffrage universel oblige les candidats et les partis à rechercher, pour financer leurs campagnes, des compromissions avec ceux qu'ils prétendent combattre. On ne peut attendre d'eux qu'un faux socialisme, comme ils nous ont fabriqué une fausse démocratie.

*

**

A la vérité, le socialisme fasciste, on ne le trouve pas dans les programmes parce qu'il est ailleurs que dans ce qu'on appelle de ce mot abstrait et vague qui ne contient que l'illusion. L'État nouveau dont on peut rêver ne peut être que le gérant de la civilisation industrielle, mais il peut essayer de la maîtriser. Pas plus que le communisme, il ne peut faire de miracles ; pas plus que le communisme, il ne peut abolir les fatalités de la civilisation industrielle. Mais il peut la rendre différente et réinjecter la vie dans ce corps sclérosé. Plus qu'un catalogue de revendications, le véritable socialisme des temps modernes est celui qui s'attaquera à la vie contre-nature à laquelle le vertige de la production et la libre concurrence ont fini par nous condamner. La vie contre-nature qui est la vie de chaque jour de la plupart des hommes, il ne tient qu'à nous de la transformer en nous refusant à la frénésie du gain et à la primauté absolue de la bataille économique. Il y aura toujours des usines, mais on peut amender les horaires pour rendre la vie en usine moins sinistre et moins monotone : on peut diviser les éléments de la production en les dispersant en petites unités, en multipliant les sous-traitances presque artisanales, en émiettant les mastodontes de l'industrie, en recherchant même si, dans certains cas, le travail familial à domicile ne peut pas remplacer la vie collective en atelier ; on peut multiplier les moyens de transport, les rendre plus légers, plus rapides, plus pratiques, échapper à l'anonymat et à la torpeur du métro et des trains de banlieue : on peut humaniser l'habitat et renoncer aux casernes sinistres qui entourent nos villes, construire des demeures qui aient la taille humaine. C'est cela le socialisme de l'avenir, car ce sont les problèmes de l'avenir. Nous devons retrouver une vie à l'échelle humaine. Et là, encore, c'est un socialiste professionnel que je retrouve, puisque c'est Léon Blum qui se servit le premier de cette expression.

Tout est là en effet, La civilisation industrielle fait de nous une colonie d'insectes. La drogue, le désespoir, la violence n'ont pas d'autre origine que cette vie de fourmis qui est imposée à la plupart des hommes. Notre avenir et notre salut, c'est de retrouver une vie conforme-à la nature, une vie qui permet aux hommes d'être des hommes, de respirer, de courir, de vivre, comme doivent le faire les mammifères que nous sommes, de ne plus être ankylosés par des idéologies, mais de pouvoir nous développer librement selon les instincts paysans selon la liberté animale que la nature a mise en nous.

Et si je dis que ce socialisme de l'avenir ne peut-être réalisé que par des types de régimes entièrement nouveaux, c'est qu'il exige des régimes qui mettent une certaine conception de la vie au-dessus de toutes les contingences économiques. Pour nous en Europe, cette condition ne peut être réalisée que par un système économique autarcique qui nous permette d'échapper aux lois d'airain du libéralisme économique, aux obligations esclavagistes de la concurrence et de l'exportation à tout prix. L'Europe peut réaliser ce système autarcique, elle a les moyens, mais cette autarcie garantie de la véritable liberté et du véritable socialisme, seuls peuvent la mettre en pratique des régimes désintéressés qui soient en même temps les régimes politiquement et militairement forts. Le dehors de cela, le socialisme ne sera jamais que le rêve irréalisable de nations de robots.

